ASSEMBLÉE NATIONALE

14 octobre 2021

VIGILANCE SANITAIRE - (N° 4565)

Adopté

AMENDEMENT

N ° CL96

présenté par
M. Pont, rapporteur

ARTICLE 3

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« « Lorsqu'une procédure est engagée à l'encontre d'un professionnel de santé concernant l'établissement d'un faux certificat médical de contre-indication à la vaccination contre la covid-19 ou d'un faux certificat de statut vaccinal, le procureur de la République en informe, le cas échéant, le conseil national de l'ordre duquel le professionnel relève. » »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement propose de rétablir le dispositif figurant à l'article 13 de la loi du 5 août 2021 et qui prévoit l'information du conseil national de l'ordre duquel relève le professionnel, lorsqu'une procédure a été engagée contre lui en raison de l'établissement d'un faux certificat de contre-indication médicale ou de statut vaccinal.